



FONDATION SAINT JOSEPH

6, rue de l'Eglise

67 420 SAALES

SIRET : 77880483100015

Reconnue d'utilité publique le 7 novembre 1895

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

sur les comptes annuels clos le 31 décembre 2023



Audit, conseil et expertise comptable

ML PLUS – Société à responsabilité limitée d'Expertise Comptable et de Commissariat aux comptes

Au Capital de 100 000€ - RCS STRASBOURG 525 103 446

12, avenue des Vosges – 67000 Strasbourg – Tél : +33(0) 3 88 36 16 00 – info@ipilote.fr – www.ipilote.fr

FONDATION SAINT JOSEPH

6, rue de l'Eglise

67 420 SAALES

SIRET : 77880483100015

Reconnue d'utilité publique le 7 novembre 1895

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

sur les comptes annuels clos le 31 décembre 2023

Au Conseil d'Administration de la Fondation Saint JOSEPH,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Saint Joseph relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- L'évaluation des dépréciations comptabilisées,
- Les subventions perçues ou à recevoir ;
- Ainsi que sur l'évaluation et le traitement comptable des placements financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE LA FONDATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de la Fondation.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Strasbourg le 16 avril 2024

Le Cabinet ML PLUS
Commissaire aux comptes

Signé électroniquement le 16/04/2024 par
Annabelle Fleury



Représenté par Annabelle FLEURY

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

MAISON SAINT JOSEPH
6, rue de l'Eglise - 67420 SAALES

 03 88 97 70 67

 maison.saint.joseph@orange.fr



Fax : 03 88 97 74 39

Siret : 778 804 831 00015

Site : www.saint-joseph-saales.com

Comptes annuels

Exercice du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023



Sommaire

1. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT 2023

Bilan au 31 décembre 2023

Compte de résultat du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023

2. ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2.1 Faits significatifs de l'exercice

2.2 Règles et méthodes comptables

Subvention d'investissement

Immobilisations et amortissements

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Engagement de retraite

Bénévolat

Synthèse des effectifs

2.3 Informations chiffrées significatives

Etat des variations des immobilisations et des amortissements

Provision pour dépréciation des placements

Etat des créances

Comptes rattachés actif

Comptes de régularisation

Dotations et produits de la tarification

Etat de variation des Fonds Propres

Etat des subventions d'investissement

Tableau de variation des provisions pour risques et charges

Tableau de variation des fonds dédiés

Etat des dettes

Etat de l'échéancier des emprunts

Etat des comptes rattachés passif

Notes sur le compte de résultat

Résultat exceptionnel

Fonds de roulement et trésorerie

3. COMMENTAIRES

CA Bilan propre Annexe 4 (résultat non affecté) ACTIF_modif				
Dossier : 18 - MDR SAINT JOSEPH - Périodes de : 01/ 2023 à 12/ 2023				
Libellé	Montant brut 2023	Amort. et prov. 2023	Montant net 2023	Montant net 2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	23 539,40	8 139,79	15 399,61	17 120,10
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	89 990,41	52 553,32	37 437,09	41 446,34
Constructions	6 163 783,08	3 011 103,90	3 152 679,18	2 893 182,10
Installations techniques, matériels et outillage	314 719,39	225 606,07	89 113,32	94 427,35
Autres immobilisations corporelles	337 599,82	282 419,65	55 180,17	30 926,17
Immobilisations corporelles en cours				365 838,49
Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	46 871,60		46 871,60	46 871,60
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	6 976 503,70	3 579 822,73	3 396 680,97	3 489 812,15
Comptes de liaison (1)				
TOTAL II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements	4 560,00		4 560,00	4 238,70
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	111 970,05		111 970,05	115 760,76
Créances reçues par legs				
Autres créances	26 397,22		26 397,22	2 330,63
Valeurs mobilières de placement	2 451 760,00		2 451 760,00	1 023 361,91
Disponibilités	800 130,67		800 130,67	2 283 088,05
Charges constatées d'avance	17 706,29		17 706,29	4 177,68
TOTAL III	3 412 524,23		3 412 524,23	3 432 957,73
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Ecart de conversion (actif) VI				
TOTAL ACTIF (I +II+III+IV+V+VI)	10 389 027,93	3 579 822,73	6 809 205,20	6 922 769,88

Libellé	Montant net 2023	Montant net 2022
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	97 570,25	97 570,25
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	2 136 865,77	2 136 865,77
Réserves de compensation	587 511,71	482 988,91
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	6 258,03	6 258,03
Autres réserves		
Report a nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)		
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	-4 956,76	-4 956,76
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	896 195,32	896 195,32
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-100 788,11	-100 788,11
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	44 363,36	104 522,80
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 260 374,97	1 322 372,37
Provisions réglementées :	45 420,78	45 420,78
dont Couverture du besoin en fonds de roulement		
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	45 420,78	45 420,78
dont Réserves des plus-values nettes d'actif		
Immobilisations grevées de droits		
TOTAL I	4 968 815,32	4 986 449,36
TOTAL II		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	11 200,00	11 200,00
Fonds dédiés	2 854,37	4 988,30
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
TOTAL III	14 054,37	16 188,30
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 001 138,63	1 059 247,04
Emprunts et dettes financières divers (3)	80 644,60	110 189,60
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	85 471,69	83 071,69
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	105 903,94	165 870,30
Dettes sociales et fiscales	336 542,16	353 415,94
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 685,37	10 724,78
Autres dettes (5)	202 949,12	137 612,87
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	1 826 335,51	1 920 132,22
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL V		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	6 809 205,20	6 922 769,88

CHARGES	Exercice 2023	Exercice 2022
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et fournitures		
Variation de stock		
Achats d'autres approvisionnements		
Variation de stock	-321,30	-4 238,70
Achats non stockés de matières et fournitures	189 180,23	195 725,33
Services extérieurs et autres	564 334,64	465 555,52
Impôts, taxes et versements assimilés :		
- sur rémunérations	123 130,89	108 151,76
- autres	7 024,00	6 879,00
Charges de personnel :		
- salaires et traitements	1 328 061,19	1 216 809,25
- charges sociales	480 020,41	441 541,83
Dotations aux amortissements et provisions :		
Dotations aux amortissements :		
- des immobilisations	216 650,50	198 807,07
- des charges d'exploitation à répartir		
Dotations aux provisions :		
- sur actif circulant		
- pour risques et charges d'exploitation		
Report en fonds dédiés		
- Report en fonds reportés		
- Report en fonds dédiés sur ressources		
Autres charges	344,98	1 309,08
TOTAL I	2 908 425,54	2 630 540,14
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		23 398,09
Intérêts et charges assimilées	35 479,41	20 441,68
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL II	35 479,41	43 839,77
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Exercice courant		
Exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	22 901,38	
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.		
- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
- dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif		
- dotations aux autres provisions réglementées		
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Impôts sur les sociétés		
TOTAL III	22 901,38	
TOTAL DES CHARGES	2 966 806,33	2 674 379,91
RESULTAT CREDITEUR = Excédent	44 363,36	104 522,80
TOTAL GENERAL (I + II + III)	3 011 169,69	2 778 902,71

CA Compte de résultat M22 (résultat non affecté) PRODUITS modifié

Dossier : 18 - MDR SAINT JOSEPH - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue :		
- prestations de services		148,50
- divers	8 298,04	12 298,78
Production stockée ou déstockage de production		
Production immobilisée		
Dotations et produits de tarification	2 772 537,06	2 628 943,98
Subventions d'exploitations et participations		
Reprises sur amortissements et provisions		
Transferts de charges		629,32
Autres produits	47 178,04	57 837,02
TOTAL I	2 828 013,14	2 699 857,60
PRODUITS FINANCIERS		
De participations et des immobilisations financières		
Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	77 727,30	3 826,28
Reprises sur provisions	23 398,09	
Transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL II	101 125,39	3 826,28
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	250,00	1 013,99
- exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	79 647,23	71 498,76
Reprises sur provisions :		
- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.		
- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
- reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif		
- reprises sur autres provisions		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	2 133,93	2 706,08
Transferts de charges		
TOTAL III	82 031,16	75 218,83
TOTAL DES PRODUITS	3 011 169,69	2 778 902,71
RESULTAT DEBITEUR = Déficit		
TOTAL GENERAL (I + II + III)	3 011 169,69	2 778 902,71

2. ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2.1 Faits significatifs de l'exercice

- Changement de direction

Madame Sophie BELLERY a pris le relais de Christine SIMONNET au 01/01/23 et Madame Christelle VAILLANT a pris le relais de Sophie BELLERY au poste de directrice adjointe à cette même date.

- Mise en service de l'extension

Le 03/04/23 a été inauguré l'extension du bâtiment, date de démarrage de l'amortissement. Celui-ci est géré par composant allant de 10 ans pour les travaux de peinture à 40 ans pour le gros œuvre. La valeur globale des travaux est de 429 K €.

- Evènements post-clôture

Le 19 décembre 2023, le contrat KALHYGE a été dénoncé en date d'effet au 18 mars 2024. Suite à la rupture de ce contrat, le fournisseur KALHYGE a facturé le 28 mars 2024 une somme de 58 K € TTC pour indemnité de rupture anticipée.

2.2 Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et notamment les dispositions du règlement 2018-06 à compter du 1^{er} janvier 2020 et à défaut celles du règlement 2014-03 C.R.C. relatives au plan comptable général.

Les dispositions concernant les provisions réglementées continuent à s'appliquer.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
 - indépendance des exercices
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels évoquées ci-dessus.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement font l'objet d'un traitement conformément au règlement ANC N°2018-06 du 05/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Toutes les subventions d'investissement accordées pour le financement de travaux ou d'équipements sont désormais comptabilisées en compte 131000 « subventions d'investissements » et sont ramenées au résultat au même rythme que les amortissements des biens financés et atténuent l'impact des amortissements desdits biens sur le compte de résultat.

Les reprises au résultat sont comptabilisées dans le compte 777 000 « Subventions d'investissement ramenées au résultat » pour la part d'amortissement de l'année.

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations ou à leur coût de production).

Les coûts de construction ou de rénovation engagés sur les bâtiments acquis ont été décomposés de la manière suivante :

- structure comprenant gros œuvre, chape, couverture, plâtrerie et carrelage
- menuiserie intérieure et extérieure
- électricité
- plomberie sanitaire
- cloisons
- chauffage- VMC
- revêtements de sols
- peinture.

Méthode de calcul des amortissements et/ou dépréciations :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation comme suit :

- constructions décomposées :

structure et assimilée	40 à 100 ans
menuiserie intérieure et extérieure , cloisons	20 à 35 ans
électricité	30 à 35 ans
plomberie sanitaire	30 à 35 ans
chauffage - VMC	20 à 25 ans
revêtements de sols	10 à 15 ans
peinture	10 à 15 ans
- Aménagements agencements 5 à 20 ans
- Matériel de transport 5 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 à 5 ans
- Mobilier 5 à 10 ans

L'activité se poursuivant normalement, il n'y a pas lieu de constater une dépréciation supplémentaire par rapport au plan d'amortissement prévu.

La dotation aux amortissements est calculée au prorata temporis l'année de l'acquisition du bien.

EVALUATION DES VALEURS DE PLACEMENT

Les valeurs de placement sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Lorsque la valeur vénale au 31 décembre est inférieure au coût de l'acquisition, il est effectué une provision pour dépréciation correspondant à la différence entre le coût d'acquisition et la valeur vénale.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les provisions pour retraite et autres engagements assimilés devraient faire obligatoirement l'objet d'une provision pour leur intégralité. Toutefois à titre dérogatoire, il est encore permis de ne pas provisionner l'engagement et d'en faire uniquement mention dans l'annexe.

Au 31 décembre 2023, la totalité des engagements de retraite calculés selon la méthode des droits acquis pour l'ensemble du personnel pour faire valoir son droit, le montant par personne étant estimé par application des dispositions conventionnelles s'élève à **173 548 €** (charges comprises). Les réserves apparaissant au bilan à ce titre s'élèvent 148 625 € et figurent dans le compte 115113 et une provision de 11 200 € figure dans le compte provisions pour charges.

BENEVOLAT

Les prestations fournies à titre gratuit ne sont pas valorisées dans les comptes annuels en raison de leur caractère non significatif

SYNTHESE DES EFFECTIFS SALARIES

ETP	2023
Cadres CDI	3.00
Non Cadres CDI	32.70
Contrats aidés / apprenties	2.10
Autres contrats CDD	3.21
TOTAL	41.01

2.3 Informations chiffrées significatives

VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS

Nature	Valeur au 01.01.2023	Acquisitions	Cessions	Valeur au 31.12.2023
Logiciels	6 335 €	0 €	0 €	6 335 €
Autres immo incorp	17 205 €	0 €		17 205 €
Terrains	89 990 €	0 €	0 €	89 990 €
Constructions	5 734 881 €	428 902 €	0 €	6 163 783 €
Installations techniques, matériel et outillages	293 898 €	20 822 €	0 €	314 720 €
Autrs immobilisations corporelles	297 965 €	39 634 €	0 €	337 599 €
Immobilisations en cours	365 838 €	0 €	365 838 €	0 €
Immobilisations financières	46 872 €			46 872 €
Total Immobilisations	6 852 984 €	489 358 €	365 838 €	6 976 504 €

VARIATION DES AMORTISSEMENTS

Nature	Valeur au 01.01.2023	Dotations	Reprises	Valeur au 31.12.2023
Logiciels	6 334 €	- €	- €	6 334 €
Autres immo incorp	85 €	1 720 €		1 805 €
Terrains	48 544 €	4 009 €	- €	52 553 €
Constructions	2 841 700 €	169 404 €	- €	3 011 104 €
Installations, matériel et outillages techniques	199 471 €	26 135 €	- €	225 606 €
Autres immobilisations corporelles	267 039 €	15 380 €	- €	282 419 €
Total Amortissements	3 363 173 €	216 648 €	- €	3 579 821 €

PROVISION POUR DEPRECIATION DES PLACEMENTS

Provision pour dépréciation	Montant au 01.01.2023	Dotation	reprise	Montant au 31.12.2023
Valeurs de placement	23 398 €	0 €	23 398 €	0 €
Total	23 398 €	0 €	23 398 €	0 €

ETAT DES CREANCES

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 202 945 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	MONTANT BRUT	ECHEANCE - 1AN	ECHEANCE + 1 AN
ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	46 872 €		46 872 €
Autres			
ACTIF CIRCULANT			
Créances clients et comptes rattachés	111 970 €	111 970 €	
Autres	26 397 €	26 397 €	
Charges constatée d'avance	17 706 €	17 706 €	
TOTAL	202 945 €	156 073 €	46 872 €

COMPTES RATTACHES ACTIF

	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	46 872 €
Créances clients et comptes rattachés	111 970 €
Autres créances	44 103 €
Disponibilités	800 131 €
TOTAL	1 003 076 €

COMPTES DE REGULARISATION

	MONTANT
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
Charges d'exploitation	17 706 €
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL	17 706 €
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL	

DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION

	MONTANT
Dotations dépendance CEA	246 372 €
Dotations soins ARS	1 081 437 €
Participation des résidents	1 299 413 €
Participation des résidents GIR	145 315 €
TOTAL	2 772 537 €

VARIATION DES FONDS PROPRES

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres				
Fonds associatifs sans droit de reprise	97 570 €	0 €		97 570 €
Réserves	2 626 113 €	104 523 €	0 €	2 730 636 €
Report à nouveau	790 450 €	0 €	0 €	790 450 €
Résultat de l'exercice	104 523 €	44 363 €	104 523 €	44 363 €
Sous-total	3 618 656 €	148 886 €	104 523 €	3 663 019 €
Subvention d'investissement				
Subvention d'investissement	3 291 607 €	10 446 €		3 302 053 €
Subvention d'investissement inscrite au résultat	-1 969 235 €	-72 443 €		-2 041 678 €
Sous-total	1 322 372 €	-61 997 €	0 €	1 260 375 €
Autres fonds associatifs				
Provisions règlementées	45 421 €	0 €	0 €	45 421 €
Sous-total	45 421 €	0 €	0 €	45 421 €
TOTAL	4 986 449 €	86 889 €	104 523 €	4 968 815 €

ETAT DES SUBVENTIONS (COMPTE 131 000)

Origine des subventions	
CARSAT	10 770,04 €
DDFIP 54	10 446,00 €
ARS	32 201,08 €
Réunica	7 000,00 €
Communauté des Communes	15 000,00 €
CNSA	699 650,00 €
Conseil Général 67	1 359 494,00 €
Arpège	117 405,00 €
Vauban	91 315,00 €
AG2R	78 270,00 €
ADEME	11 000,00 €
Conseil Régional	95 448,11 €
EDF	4 029,00 €
CRAM	539,00 €
Subventions perçues avant 2003	769 486,09 €
TOTAL	3 302 053,32 €

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Montant au 01.01.2023	Dotation	reprise	Montant au 31.12.2023
Provision IDR	11 200 €	0 €	0 €	11 200 €
Provision pour risques non paiement ARS	0 €	0 €	0 €	0 €
Total	11 200 €	0 €	0 €	11 200 €

VARIATION FONDS DEDIES

Nature	Montant au 01.01.2023	crédit alloué	Report crédit non utilisé	Engagement	Montant au 31.12.2023
Projet prévention EHPAD 2020 /21	4 988,30 €		- €	2 133,93 €	2 854,37 €
Total	4 988,30 €	- €	- €	2 133,93 €	2 854,37 €

ETAT DES DETTES

	MONTANT BRUT	ECHEANCE - 1 AN	ECHEANCE + 1 AN	ECHEANCE + 5 ANS
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :	1 001 139 €	69 404 €	240 448 €	691 287 €
A 1 an au maximum à l'origine				
A plus de 1 an à l'origine	1 001 139 €	69 404 €	240 448 €	691 287 €
Emprunts et dettes financières divers	80 645 €	22 883 €	56 532 €	1 229 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	191 376 €	191 376 €		
Dettes fiscales et sociales	336 542 €	336 542 €		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 685 €		13 685 €	
Autres dettes	202 949 €	202 949 €		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 826 336 €	823 154 €	310 665 €	692 516 €

ETAT DE L'ECHEANCIER DES EMPRUNTS

Origine	Solde au 31/12/2023	Échéance à - 1 an	Échéance +1 an + de 5 ans	Échéance +5 ans
CRAV	20 675 €	4 133 €	16 532 €	10 €
AG2R	762 €	0 €	0 €	762 €
CIL	457 €	0 €	0 €	457 €
CDC	991 847 €	60 112 €	240 448 €	691 287 €
CRAM	50 000 €	10 000 €	40 000 €	0 €
RSI	8 750 €	8 750 €	0 €	0 €
TOTAL	1 072 491 €	82 995 €	296 980 €	692 516 €

ETAT DES COMPTES RATTACHES PASSIF

Fournisseurs- factures non parvenues	14 591,30
Personnel- provision congés courus	112 710,44
Provisions charges sociales sur congés courus	52 573,49
Intérêt couru	9 291,19
	189 166,42

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

La rémunération du commissaire aux comptes : « Les honoraires du commissaire aux comptes selon sa lettre de mission s'élèvent à 6K€ et correspondent à l'audit des comptes au 31/12/2023

RESULTAT EXCEPTIONNEL

OPERATIONS DE L'EXERCICE	CHARGES	PRODUITS
Pénalités, amendes fiscales et pénales		
Dons, libéralités		
Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice		
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	22 901 €	
Amortissement des immobilisations		
Autres provisions réglementées		
Libéralités perçues		250 €
Rentrées sur créances amorties		
Dégrèvement d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices		
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		79 647 €
Produits des cessions d'éléments d'actif		
Autres provisions réglementées		
Transfert de charges		
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		2 134 €
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs		
TOTAL	22 901 €	82 031 €